

Antisémitisme, l'Allemagne de l'Est ?

L'entreprise de réécriture de l'histoire lancée dès la fin de la guerre froide se poursuit aujourd'hui. En Allemagne, un puissant courant intellectuel impute la multiplication des actes antisémites à l'existence de la République démocratique allemande (RDA), cette autre Allemagne, communiste, disparue en 1990. Un comble lorsqu'on connaît la longue indulgence de l'Ouest pour les anciens nazis.

par [Sonia Combe](#) Le Monde Diplomatique janvier 2021

0



Henriette Grahmert. – « Double Face » (Visage double), 2019

© ADAGP, Paris, 2021 - Photographie : Uwe Walter, Berlin - Galerie Kleindienst, Leipzig

Dans le débat sur le racisme et la xénophobie qui agite l'Allemagne, l'antisémitisme occupe une place à part. Son écho résonne parfois bruyamment, comme en juillet dernier, à

l'ouverture du procès de l'auteur de l'attaque contre la synagogue de Halle, le 9 octobre 2019, qui fit deux morts parmi les passants.

Halle se trouve sur le territoire de l'ex-République démocratique allemande (RDA), cette Allemagne communiste née en 1949 et disparue en 1990. Bien que l'assassin soit né après la chute du Mur, ce fait a conforté les partisans d'une thèse à la mode : si les Juifs sont à nouveau en danger en République fédérale, la faute en incombe à la défunte RDA, comme l'affirme par exemple le professeur de sciences de l'éducation (ouest-)allemand (1) Micha Brumlik. Dans un article intitulé « À quel point la RDA était-elle brune ? » (c'est-à-dire « nazie »), l'universitaire avance plusieurs éléments à charge : cet État reposait sur des « *structures hiérarchiques autoritaires* » qui attesteraient une continuité avec le IIIe Reich ; il aurait refusé de procéder à une « *confrontation avec son passé* » ; il aurait réintégré d'anciens nazis pour s'assurer de leur fidélité en les faisant chanter. Enfin, la RDA, non contente de ne pas indemniser les victimes du génocide et l'État d'Israël, aurait mené une politique antisioniste douteuse avec le soutien de Juifs est-allemands. « *L'antisémitisme est le "socialisme des imbéciles", avait déclaré le dirigeant social-démocrate Auguste Bebel. L'antisémitisme est le socialisme d'une dictature nommée RDA, est-on tenté de compléter* », conclut Brumlik (2).

On ne saurait trouver accusation plus radicale. Universitaire émérite, né de parents juifs allemands qui avaient choisi de retourner en Allemagne de l'Ouest après la guerre, Brumlik fait autorité tant au sein des cercles universitaires que dans les médias, qui répercutent volontiers sa voix. Entrevoyant dans la RDA la « *seconde dictature antisémite du XXe siècle* », Jeffrey Herf, un historien américain, a entonné un refrain analogue : à compter de 1967, la RDA aurait tenté de détruire Israël avec l'aide de l'extrême gauche ouest-allemande (3). Comment ? En nouant des alliances avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et les pays arabes ; en leur vendant des armes. Si la RDA était officiellement antisioniste — tout en affirmant le droit à l'existence d'Israël —, l'équivalence entre cette position politique et l'antisémitisme reste un élément de propagande (4).

Chiffres « accablants »

Si l'on excepte la période 1949-1953, où l'URSS de Joseph Staline semblait dans la paranoïa antisémite, incitant plus de cinq cents Juifs à quitter la RDA, l'accusation d'antisémitisme n'avait pas encore été inscrite aussi ouvertement au compte des méfaits de l'Allemagne communiste. De la fin du XIXe siècle à celle du XXe siècle, les nationalistes avaient plutôt bataillé contre la gauche « enjuivée » et la menace « judéo-bolchevique » (5). La haine du communisme était, tout comme l'antisémitisme, constitutive de l'idéologie nazie, qui concevait le marxisme comme une création juive à éliminer.

La réponse à Brumlik est venue d'une essayiste née à Berlin-Pankow — à l'Est, donc — dix ans avant la chute du Mur : Charlotte Misselwitz (6). Son texte évoque la pédiatre de l'hôpital berlinois de la Charité Ingeborg Rapoport, morte en 2017 à l'âge de 104 ans. Exilée aux États-Unis sous le IIIe Reich en tant que Juive et communiste, elle avait choisi de retourner chez elle, à l'Est, et fait carrière en RDA. Témoin de la multiplication des actes xénophobes et antisémites depuis la réunification, Rapoport proposait l'explication inverse à celle de Herf et Brumlik : la RDA ne s'était-elle pas réunifiée avec la République fédérale d'Allemagne (RFA), un pays où d'anciens nazis avaient pu faire carrière à des postes élevés ? Selon elle, les Juifs n'étaient pas en danger du temps de la RDA ; mais ils l'étaient à nouveau désormais !

Pour les tenants de la RDA antisémite, il n'en est rien. Harry Waibel, un historien (de l'Ouest) qui a consacré sa carrière à peindre l'Allemagne de l'Est en brun, dit avoir tiré d'archives auxquelles il aurait été le premier, voire le seul, à avoir accès des chiffres accablants : la Stasi (la police politique est-allemande) aurait consigné 7 000 délits racistes et antisémites, dont 145 profanations de cimetières juifs et 200 « *attaques de style pogromiste* » sur l'ensemble du territoire, ainsi que « *10 lynchages dans 400 villes* ». Si le hooliganisme, en marge des matchs de football, et l'exhibition de signes nazis étaient connus, l'ampleur que leur attribue Waibel a surpris les citoyens de l'ex-RDA. Certes, les autorités montraient moins de zèle à réprimer les délinquants néonazis que les opposants au régime, mais les chiffres avancés par l'historien demeurent sujets à caution. Et aucune recherche analogue n'a été menée dans l'ancienne RFA, où, malgré la « confrontation avec le passé », l'anticommunisme d'État a impliqué un grand laxisme vis-à-vis des ex- comme des néonazis.

De récentes études révèlent que les services de renseignement de l'Ouest — le Bundesverfassungsschutz (VS, sécurité intérieure) et le Bundesnachrichtendienst (BND, sécurité extérieure) — consacraient l'essentiel de leur énergie à surveiller la gauche et à pourchasser les membres de la Fraction Armée rouge (7). Au point de négliger l'extrême droite, dont on découvre à présent de vieux foyers dans la police et dans l'armée — dernier exemple en date : l'appartenance du chef du syndicat de la police de Berlin à la mouvance néonazie (8). En 1991, rappelle Misselwitz en s'appuyant sur des enquêtes accessibles — contrairement aux archives « exclusives » de Waibel —, on estimait que 16 % de la population de l'Ouest nourrissait des préjugés antisémites, contre 6 % de celle de l'Est. En 1994, 40 % des Allemands de l'Ouest pensaient que l'on accordait trop d'importance au génocide des Juifs, contre 22 % des Allemands de l'Est.

Il n'empêche : défendue par la majorité des historiens, la conviction selon laquelle la RDA aurait esquivé la confrontation avec le passé nazi se répand. Pour Norbert Frei, figure éminente de la discipline exerçant à l'université d'Iéna, la politique culturelle antifasciste de la RDA n'aurait été que routine et discours creux (9) — ce que semblent contredire les enquêtes d'opinion évoquées ci-dessus : il en serait somme toute resté quelque chose ! Comme Brumlik, Frei met en cause ces fameuses « structures hiérarchiques autoritaires » à l'origine de tendances fascisantes — un vieux thème dont la version la plus cocasse a été involontairement donnée par Christian Pfeiffer. En 1999, ce criminologue ouest-allemand avait débusqué l'origine de ces penchants dans la pratique consistant à faire asseoir tous les enfants est-allemands sur le pot à la même heure dans les crèches de RDA...

Or, depuis cette expérience traumatique, les citoyens allemands vivant à l'Est ont eu l'occasion de découvrir d'autres « structures hiérarchiques autoritaires » : celles de l'entreprise privée. Comme l'ont très vite appris les « Ossis », si, en RDA, il était fort dangereux de critiquer le chef de l'État, on ne risquait guère de se retrouver au chômage pour s'être opposé à son supérieur au travail. C'est aujourd'hui l'inverse. Reste une question de fond : la dénazification en RDA a-t-elle été expéditive ? Plus rapide qu'à l'Ouest, certainement, car il y avait bien moins à faire qu'en RFA, où, en plus des élites nationales-socialistes locales, s'étaient réfugiés la plupart des cadres de l'Est compromis avec le III^e Reich. La RDA a-t-elle réintégré d'anciens nazis ? Sans doute, mais en moins grand nombre que la RFA. Les aurait-elle fait chanter avec leur passé ? C'est probable. Le chantage est une méthode utilisée par tous les services de renseignement. Mais il est vrai que, à la différence de la Stasi, les services de renseignement intérieur et extérieur de l'Ouest ne pouvaient y recourir contre d'anciens nazis, étant eux-mêmes, jusque dans les années 1970, largement composés d'ex-membres du Parti national-socialiste.

Le BND avait été mis sur pied par l'ancien responsable du renseignement militaire allemand sur le front de l'Est, Reinhard Gehlen, grâce aux États-Unis, qui attribuaient aux nazis une sorte de superpouvoir contre le communisme (10). Toute la bureaucratie régaliennne de la RFA était contaminée. Comme l'a établi dans ses conclusions le groupe de recherche sur l'histoire du ministère de l'intérieur, « *en juillet 1961, la part des anciens membres du parti nazi parmi les cadres supérieurs atteignait 67 %* », contre moins d'un dixième à l'Est (11). Sans compter que d'anciens serviteurs du IIIe Reich, comme le célèbre Hans Globke, anticommuniste convulsif qui fut à l'origine des lois antisémites de Nuremberg, trônaient en haut lieu sans être inquiétés. Globke n'était autre que le directeur de cabinet de Konrad Adenauer, le premier chancelier de la RFA.

On aurait en revanche du mal à trouver des anciens nazis à la tête du gouvernement est-allemand, dirigé pendant plus de dix-huit ans par une victime du IIIe Reich, Erich Honecker. En 1952, tandis que l'Allemagne d'Adenauer négociait avec Tel-Aviv ses « réparations » pour l'assassinat de six millions de Juifs, soit une aide financière à Israël en échange de l'achat de produits allemands, les communistes Walter Ulbricht (premier secrétaire du comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne) et Wilhelm Pieck (président de la République) dirigeaient la RDA. Bien que peu sympathiques, tous deux avaient passé la guerre en exil en URSS ; d'autres, comme l'ex-social-démocrate Otto Grotewohl, premier ministre de 1949 à 1964, sortaient des geôles nazies ; Albert Norden, membre influent du bureau politique du Parti communiste, était fils de rabbin. Pourquoi auraient-ils dû se sentir coupables de ce crime-là ? L'URSS étranglait déjà la RDA avec des réparations en matériel ferroviaire et machines-outils, au point de contribuer au suicide en 1957 d'un responsable de l'économie, Gerhart Ziller. Refusant d'indemniser les Juifs à l'extérieur de ses frontières, la RDA accorda sur son sol aux « victimes du fascisme » (Juifs et Tziganes), et plus encore aux résistants antifascistes, des pensions et des privilèges non négligeables.

Par bien des aspects, le culte des antifascistes, sur lesquels la RDA a fondé sa légitimité, rappelle la politique mémorielle menée à la même époque en France, où l'on attribuait aussi aux rues les noms de résistants. Les discours officiels, comme ceux prononcés en RDA, épargnaient la société collaborationniste. Les historiens français, eux aussi, contribuèrent au mythe d'une France largement résistante. À chacun ses pages manquantes. Tandis que la RDA se taisait sur le pacte germano-soviétique et la disparition des communistes allemands réfugiés à Moscou, exécutés d'une balle dans la nuque dans la prison de la Loubianka, la majorité des historiens ouest-allemands utilisaient encore le mot « invasion » pour parler du débarquement du 6 juin 1944, exonéraient la Wehrmacht de toute participation à l'entreprise génocidaire et fabriquaient le mythe d'un corps diplomatique qui « ne savait pas ». Deux fables tenaces, qui ne furent mises à mal qu'avec l'exposition itinérante baptisée « La guerre d'extermination. Crimes de la Wehrmacht, 1941-1944 », entre 1995 et 2004, ainsi qu'avec les publications d'une commission d'historiens indépendants à partir des archives de la diplomatie en 2010 (12). Dans ses Mémoires, l'historien Saul Friedländer relate que le directeur de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, Martin Broszat, lui déniait la compétence de parler du génocide car, en tant que Juif, il aurait été trop impliqué. Il devait découvrir plus tard que Broszat avait été membre du parti nazi...

Un travail de mémoire ignoré

À mesure que les études historiques dévoilent les dessous de la création de l'Allemagne de l'Ouest, ses réticences à juger les anciens nazis (les « camarades » se jugeant entre eux, dès lors que 90 % des magistrats et avocats avaient servi le IIIe Reich (13)), la chasse aux

communistes dans la fonction publique (14), la composition et l'action de son service de renseignement, on tente, comme pour faire bonne mesure, d'alourdir le casier judiciaire de la RDA. L'apport de ce pays disparu à la construction d'un bilan du nazisme à travers une importante production cinématographique, théâtrale et littéraire, ou encore le travail de mémoire mené par des pasteurs de l'Église évangélique, demeurent ignorés à l'Ouest. Auschwitz n'a jamais été un tabou en RDA. La psychanalyste Margarete Mitscherlich, auteure avec son mari Alexander Mitscherlich de l'ouvrage *Le Deuil impossible* (1967), ne vit-elle pas dans le roman de l'écrivaine est-allemande Christa Wolf *Trame d'enfance* (1976) le plus magistral travail de deuil en langue allemande ? Comme en France, l'art avait devancé l'historiographie et comblé les vides du discours officiel.

L'antisémitisme a des causes trop profondes pour se contenter d'explications superficielles. Sa résurgence en Allemagne pose la question de l'efficacité des politiques de la mémoire. Au cours d'un débat, en 2011, le philosophe Jürgen Habermas rappelait que l'anticommunisme d'État de la RFA s'inscrivait dans la continuité de l'idéologie nazie, et que s'en libérer passait par des positions *antianticommunistes* (15). Il n'a pas été entendu.

Sonia Combe

Historienne. Auteure de *La Loyauté à tout prix. Les floués du "socialisme réel"*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2019.

(1) Il reste important de préciser si l'auteur(e) est de l'Ouest, car c'est encore le cas de la majorité de ceux qui s'expriment sur la RDA.

(2) Micha Brumlik, « [Ostdeutscher Antisemitismus : Wie braun war die DDR ?](#) », *Blätter für Deutsche und Internationale Politik*, Berlin, janvier 2020, et « [In der DDR wurde die NS-Zeit verdrängt](#) », *Die Zeit*, Hambourg, 4 mars 2020.

(3) Jeffrey Herf, *Undeclared Wars With Israel : East Germany and the West German Far Left, 1967-1989*, Cambridge University Press, 2016.

(4) Cf. Dominique Vidal, *Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron*, Libertalia, Montreuil, 2018.

(5) Lire Paul Hanebrink, « [Quand la haine du communisme alimentait l'antisémitisme](#) », *Le Monde diplomatique*, décembre 2019.

(6) Charlotte Misselwitz, « [Als ob wir nichts zu lernen hätten von den linken Juden der DDR](#) », *Deutschland Archiv*, 30 avril 2020.

(7) Cf. la collection « Unabhängige Historikerkommission zur BND-Geschichte », Ch. Links Verlag, Berlin, 2016-2018.

(8) Gareth Joswig, « [Mitgliedsnummer 11](#) », *Die Tageszeitung*, Berlin, 20 juillet 2020. Lire également Massimo Perinelli et Christopher Pollmann, « [Le non-procès de la violence néonazie](#) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2019.

(9) Deutschlandfunk, 9 février 2020.

(10) Cf. la collection « Unabhängige Historikerkommission zur BND-Geschichte », *op. cit.*

(11) Frank Bösch et Andreas Wirsching (sous la dir. de), *Hüter der Ordnung. Die Innenministerien in Bonn und Ost-Berlin nach dem Nationalsozialismus*, Wallstein, Göttingen, 2018.

(12) Eckart Conze, Norbert Frei, Peter Hayes et Moshe Zimmermann, *Das Amt und die Vergangenheit : Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik*, Pantheon, Munich, 2012.

(13) Cf. Klaus Bästlein, *Der Fall Globke : Propaganda und Justiz in Ost und West*, Metropol, Berlin, 2018.

(14) Cf. Dominik Rigoll, *Staatsschutz in Westdeutschland : Von der Entnazifizierung zur Extremistenabwehr*, Wallstein, 2013.

(15) *Frankfurter Rundschau*, 1er juillet 2011.

Lire aussi [le courrier des lecteurs](#) dans notre édition de février 2021.